

- 8 **Libre opinion:** Comment ChatGPT va ruiner votre rentrée
- 10 **Instances syndicales:** Quelques échos du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM)
- 12 **Solidarité:** Notre appui aux luttes se poursuit

NÉGOCIATIONS

En attendant la suite

JUSQU'AU 20 FÉVRIER SE DÉROULE LA PÉRIODE DE CONSULTATION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU FRONT COMMUN À PROPOS DE L'ENTENTE DE PRINCIPE GLOBALE CONSTATÉE À LA FIN DÉCEMBRE. EN ATTENDANT D'EN CONNAÎTRE LES RÉSULTATS, REPLONGEZ-VOUS DANS QUELQUES MOMENTS FORTS DE LA 3^E SÉQUENCE DE GRÈVE POUR LES PROFS DU COLLÈGE.



Photo: David Schwinghamer

8 DÉCEMBRE

Photos : David Schwinghamer



Une délégation du SPECA se joint à de nombreux autres membres du Front commun de la région de Montréal pour occuper le Centre de commerce mondial, où se trouvent les bureaux de Sonia LeBel, présidente du Conseil du trésor. La manifestation se poursuit au centre-ville jusqu'aux bureaux montréalais de François Legault.



11 DÉCEMBRE



Photos: David Schwinghamer

À l'heure de pointe du matin, des profs du Collège Ahuntsic et du Cégep de Rosemont se rejoignent sur les quais de la ligne orange de la station Jean-Talon à l'occasion de *La grève prend le métro*, une action de visibilité et de tractage qui sort du piquetage classique tout en gardant bien au chaud.

12 DÉCEMBRE



Photos: Louise-Anne Papineau

Les délégations de nombreux cégeps de la région se retrouvent au Collège Montmorency pour l'action *Tou-te-s à Laval pour déranger la CAQ!* Une marche militante de 3 km nous mène jusqu'aux bureaux de Céline Haytayan, députée de Laval-des-Rapides de la Coalition avenir Québec.

14 DÉCEMBRE



Photos : David Schwinghamer



Une belle délégation du SPECA répond à l'appel des profs du Cégep du Vieux Montréal pour une marche syndicale sur le thème *Parce que les négos à la table sectorielle, il faut que ça débloque !* En passant devant le CHUM, on clame notre solidarité avec nos collègues du réseau de la santé.



Nous atteignons les bureaux du Comité patronal de négociation des collèges (CPNC), dont nous redécorons l'entrée. Le comité de négo de l'Alliance des syndicats des professeures et professeurs de cégep (ASPPC) a déjà déménagé à Québec pour le dernier droit de la négociation, mais il y a encore des équipes qui négocient dans ces bureaux, comme en fait foi le drapeau qui flotte à une des fenêtres.



Photos: David Schwinghamer



Retour vers notre point de départ de cette marche solidaire sous un rare soleil.

EN CE QUI CONCERNE L'ENTENTE DE PRINCIPE GLOBALE

Du 15 janvier au 20 février se déroule la période de consultation des assemblées générales du Front commun à propos de l'entente de principe globale constatée à la fin décembre, qui comprend l'entente de table centrale du Front commun et, pour les profs de cégep, le projet de règlement global de la table sectorielle de l'ASPPC. C'est le **8 février** que l'**assemblée générale du SPECA** aura l'occasion de se prononcer sur la valeur de cette entente. Comme le veut la tradition depuis quelques négos, l'exécutif du SPECA vous offre son analyse, en espérant qu'elle puisse vous éclairer dans les décisions que vous aurez à prendre :

https://speca.info/wp-content/uploads/2024/02/2024-02-01_Analyse_entente_globale_SPECA.pdf

En guise de lectures préalables, nous vous suggérons de prendre d'abord connaissance des documents suivants, si ce n'est déjà fait :

Pour la table centrale

Info-négo de janvier 2024 du secteur public CSN

https://speca.info/wp-content/uploads/2024/01/2024-01-08_Info-nego-Secteur-public-CSN_Entente-tc-detaillee.pdf

Pour la table sectorielle

Projet de règlement global sectoriel résumé (FNEEQ) du 10 janvier 2024

https://speca.info/wp-content/uploads/2024/01/2024-01-10_Projet_reglement_global_resume_FNEEQ.pdf

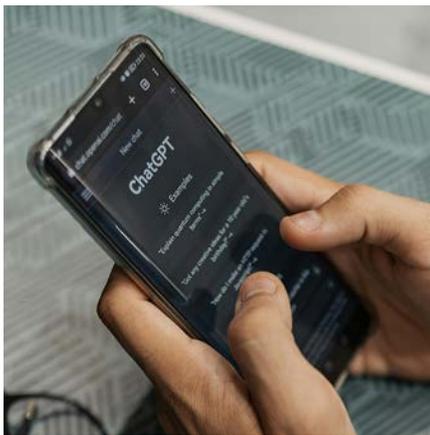
COMITÉ DE RÉDACTION DU SPECA-HEBDO :

JÉRÉMIE DION, CAROLINE JOLY,
ELSA MYOTTE
ET DAVID SCHWINGHAMER

LIBRE OPINION

Comment ChatGPT va ruiner votre rentrée

Par FLORIAN FERRAND
Enseignant en philosophie



**AVEC CHATGPT,
IL FAUDRA COMPTER
AVEC LE DOUTE
ET LA PREUVE.**

Récemment, OpenAI a annoncé le lancement de son « Store » : un espace payant où l'on peut obtenir des versions personnalisées de ChatGPT. Par exemple, spécialisées dans la rédaction d'une dissertation ou d'un rapport de laboratoire.

En soi, ce n'est pas un gros changement. Mais cette annonce était accompagnée d'une autre nouvelle : il sera bientôt possible pour n'importe qui de vendre des applications utilisant leur modèle de langage (c'est-à-dire l'accès à leurs serveurs) et partager les profits. Ainsi on va voir – à coup sûr – apparaître plusieurs applications simples et rapides permettant de réaliser divers travaux scolaires¹.

ABAISSEZ LA BARRIÈRE DE LA FRAUDE

Le « bon vieux » plagiat Wikipédia/Google, c'est compliqué. Il faut faire une recherche appropriée, lire (gasp!) les résultats, chercher des choses pertinentes, les insérer dans le travail. Au final, c'est pratiquement autant de travail que le faire soi-même, pour un résultat facile à détecter.

Acheter un travail, ce n'est pas plus facile. Il faut prendre contact avec quelqu'un sur Facebook, payer 20 \$, attendre et espérer.

Mais c'est fini. Les jeunes font maintenant leurs recherches sur TikTok. Il suffira de taper « dissertation (sic) phylo (re-sic) » et vous pourrez obtenir une application gratuite qui va vous guider dans le processus, et produire trois textes que vous pourrez copier-coller pour 5 \$, soit moins qu'un café à la citrouille.

Le pire c'est que la plupart de ces étudiants ne sont pas malhonnêtes, juste naïfs. Ils iront sur leur cell pour avoir des conseils, de l'inspiration, ou atténuer leur angoisse.

L'application, c'est pour eux un outil pratique de plus, en tout cas pas un problème de plagiat.

Résultat : une augmentation sensible de la fraude.

1. Pas besoin d'être programmeur, en passant : ChatGPT peut coder ces applications pour vous.

LE DOUTE, C'EST BEAUCOUP DE TRAVAIL

De notre côté du stylo rouge, cela va se traduire par une explosion du temps de correction.

Si vous êtes comme moi, corriger une copie prend nettement moins de temps que faire un rapport de plagiat et les suivis qui viennent avec. Et ce, pour des plagiats évidents.

Avec ChatGPT, il faudra compter avec le doute et la preuve. Chaque copie bien écrite va créer des suspicions coûteuses. Pire, bientôt ces applications vont être paramétrées et entraînées² pour imiter des copies mal écrites, et le doute sera presque universel. Elles peuvent aussi répondre à des questions ciblées – inutile d'espérer vous en sortir comme ça...

La preuve sera alors notre plus gros problème. Si par malheur une direction adjointe vous demande de prouver que le travail est produit par un tiers, vous en serez incapable: oubliez les déclarations de plagiat.

Mais même si on définit une politique uniforme de preuve inversée (l'étudiant doit prouver qu'il est l'auteur), cela impliquera des processus d'entrevue en tête-à-tête avec l'étudiant (sinon c'est ChatGPT qui va vous répondre!). Celui-ci bien souvent ne comprendra même pas le problème, qu'il faudra expliquer, justifier. Parfois ses réponses ou un travail de test jetteront un doute supplémentaire.

Surtout, cela va vous coûter énormément de temps.

DES SOLUTIONS ?

Pas vraiment. Réaliser tous les travaux en classe n'est pas toujours possible, et toujours laborieux. Mais c'est peut-être incontournable aujourd'hui. N'oubliez pas: l'abaissement de la barrière du plagiat signifie que beaucoup plus vont s'essayer. Il faudra plus que jamais être excessivement vigilant pendant l'examen: interdire les montres intelligentes, les écouteurs cachés sous les capuches, vérifier soigneusement les documents avant et pendant...

L'autre solution c'est l'acceptation. Après tout les modèles de langage sont dans le monde du travail; ce sont des outils; il faut faire avec la réalité du travail intellectuel aujourd'hui.

Peut-être. Mais pensez-y: sur quoi, alors, quelle connaissance, compétence, habileté, évaluerons-nous les étudiants, nos futurs ingénieurs, policiers, avocats... *nos futurs enseignants?*

En tout cas, dans mon domaine, le problème est réglé: nos devis parlent de pensée critique, de rationalité, du progrès des valeurs citoyennes. C'est mal parti. ■

APPEL À CONTRIBUTION

Vous souhaitez réagir à cet article ? Ou vous aimeriez partager vos réflexions sur un autre enjeu lié au syndicalisme, à l'enseignement ou à la justice sociale ? Faites-nous parvenir votre texte (ou votre image) à speca@collegeahuntsic.qc.ca pour publication dans le *SPECA-Hebdo*. Prochaine date de tombée : **1^{er} mars**.

2. Par exemple à partir des copies électroniques qui se trouvent dans vos documents sur le nuage, auxquelles Microsoft a par contrat un droit d'accès et d'utilisation.

INSTANCES SYNDICALES

Quelques échos du Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM)

Par JULIE CLOUTIER

Enseignante en philosophie et vice-présidente aux affaires pédagogiques du SPECA

Et JÉRÉMIE DION

Enseignant en soins préhospitaliers d'urgence et conseiller au SPECA

D'abord, le CCMM, c'est quoi?

Le Conseil central du Montréal métropolitain est une instance régionale dont le SPECA est membre, comme tous les autres syndicats affiliés à la CSN de Montréal, de Laval et du Grand Nord québécois³. Puisqu'il regroupe des syndicats des [huit fédérations de la CSN](#)⁴, donc de milieux de travail et d'horizons de luttes forts variés, le CCMM laisse une large place à la solidarité intersyndicale et aux enjeux sociaux dits de deuxième front.

Les réunions se tiennent généralement le premier mercredi du mois, dans les locaux de la CSN. Les personnes déléguées du SPECA au CCMM cette année sont : Julie Cloutier, Laurence Daigneault Desrosiers, Nicola Grenon (substitut), Jérémie Dion et David Schwinghamer.

Voici quelques sujets qui ont été abordés cet automne.

CONFLITS ET MOBILISATIONS

Fréquemment, le CCMM reçoit des syndicats en conflit, qui viennent présenter leur situation et recevoir du soutien. Aucune description ne pourra traduire le sentiment de solidarité que l'on peut ressentir quand, après la présentation du conflit par les personnes syndiquées, l'assemblée se lève et scande, à l'unisson, « so-so-so-solidarité ». Le courage des personnes syndiquées qui poursuivent le combat, malgré l'adversité et les conditions difficiles, est vraiment inspirant.

Il arrive en effet que des conflits perdurent en raison d'employeurs sans scrupules qui ont recours à des briseurs de grève. Ça été le cas pour les employé-es de

bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, qui ont été en grève générale illimitée durant 15 mois.

C'est dans ce contexte que cet automne, Éric Dufault, président du Syndicat des employé-es de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges-CSN, est venu présenter la situation. Ce syndicat, qui compte une quinzaine de membres, était en grève depuis le 20 septembre 2022 et sans convention collective depuis 2017. En décembre dernier, les membres de ce syndicat ont adopté à 100% l'entente de principe qui leur a été présentée. Ils sont de retour au travail depuis le 9 janvier.

À la fin du mois d'octobre, un autre syndicat a commencé à exercer son droit de grève. Les employé-es de Transco, une entreprise de transport scolaire qui dessert entre autres les commissions scolaires English Montreal et Lester B. Pearson et les centres de services scolaires de Montréal et Marguerite-Bourgeoys, ont adopté à 99% un mandat de grève. Ces travailleuses et travailleurs revendiquent une augmentation salariale de 37%. Il faut savoir que Transco, comme d'autres compagnies de transport scolaire, a obtenu une aide financière du gouvernement, notamment pour bonifier les salaires de ses employé-es. Jusqu'à maintenant, elle n'a toujours pas offert ces augmentations salariales aux personnes qu'elle emploie. Transco appartient à First Students, une compagnie américaine qui empoche présentement l'essentiel du montant des subventions gouvernementales, alors que plusieurs chauffeuses et chauffeurs de Transco utilisent régulièrement l'aide des banques alimentaires.

RÉGULATION DES STATUTS

En octobre dernier, Katia Lelièvre, 3^e vice-présidente de la CSN, est venue présenter le dossier de la

3. Cette étrange association entre les syndicats de la Baie-James et du Nunavik et ceux de la région montréalaise s'explique par des liens logistiques déjà existants et les liaisons aériennes régulières qui relient ces régions.

4. <https://www.csn.qc.ca/mouvement/structure/federations>

régularisation des statuts, dans la foulée du dépôt du mémoire [Planification pluriannuelle de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027](#) de la CSN⁵.

Dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre que l'on connaît, on est passé, en août dernier, de 350 000 à 471 000 personnes temporaires qui sont au Québec pour travailler. Cela fait beaucoup de gens qui ne bénéficient pas de nos conditions de travail et de vie. Comme le faisait remarquer une déléguée sur le plancher du CCMM, « c'est plus de monde que l'ensemble du Front commun! ».

Les conditions de travail et de vie de nombreuses personnes qui se voient octroyer des permis fermés (les liant à un seul employeur) sont tout à fait inacceptables et inhumaines, et nous ne pouvons pas garder le silence. Ces permis, selon un récent rapport de l'ONU, sont une [forme moderne d'esclavagisme](#)⁶. La CSN réclame d'ailleurs dans son rapport la fin des permis fermés.

INTÉGRATION DES ÉCOLES PRIVÉES AU RÉSEAU PUBLIC

À la réunion du 13 septembre, Stéphane Vigneault, du mouvement [École ensemble](#)⁷, était invité pour présenter un modèle qui permettrait d'intégrer les écoles privées au réseau public. Dans la foulée du rapport du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) [Remettre le cap sur l'équité: Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation 2014-2016](#)⁸, des parents ont fondé le mouvement École ensemble, qui a comme objectif de s'attaquer à l'école à trois vitesses. Le mouvement comporte désormais plus de 5000 personnes sympathisantes, et les constats du CSE sont d'actualité plus que jamais.

Chiffres à l'appui, École ensemble propose un modèle qui permettrait l'intégration progressive des écoles privées (qui sont financées à 75% par l'argent public) au réseau public. Actuellement, non seulement le système scolaire ne permet pas de réduire les inégalités sociales, mais il contribue plutôt à les accentuer. C'est pour cette raison que le mouvement propose un *Plan pour un réseau scolaire commun*.

Alors que le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, ne reconnaît toujours pas qu'il y a un problème avec l'école à trois vitesses, d'autres voix, peut-être un peu plus inattendues, se font entendre, comme celle

de [Bernard Tremblay, président de la Fédération des cégeps](#), pour exprimer leurs inquiétudes quant aux conséquences bien concrètes de ce système, notamment sur l'accès aux études supérieures⁹.

LA CRISE DU LOGEMENT

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), un regroupement national pour le droit au logement qui œuvre en faveur d'un accès au logement pour l'ensemble des citoyen·nes, est venu présenter des données en matière d'accès au logement en 2023.

Il a été démontré que l'augmentation des coûts des loyers a été de loin supérieure aux augmentations des revenus des ménages et que, à présent, une part disproportionnée des revenus des locataires est utilisée pour se loger.

Les données montrent qu'il doit y avoir au moins 3% d'inoccupation des logements pour qu'un rapport de force entre les locataires et les propriétaires s'installe et que les loyers demeurent stables. Dans la région de Montréal toutefois, le taux d'inoccupation est actuellement à un peu moins de 2%. Cette réalité de rareté des logements octroie un plus grand pouvoir aux propriétaires. On a donc observé une diminution dans l'offre de logements abordables depuis 2021. Par exemple, la part qu'occupe l'offre de logements sociaux sur le marché est passée de 11,2% à 10,3% entre le mois de janvier 2023 et le mois de décembre de la même année.

Le FRAPRU déplore que le gouvernement de la CAQ ait sous-financé le programme AccèsLogis, qui permettait d'offrir de l'aide financière à différents organismes (OSBL, COOP, etc.) qui œuvrent à créer et à offrir des logements abordables.

Le FRAPRU demande la mise en place de chantiers qui permettront la création de logements sociaux et abordables de façon pérenne.

Envie de venir faire l'expérience d'une assemblée du CCMM? Écrivez à Suzie à speca@collegeahuntsic.qc.ca pour signifier votre intérêt, et vous pourrez accompagner la délégation officielle du SPECA à titre de délégué·e fraternel·le. ■

5. https://www.csn.qc.ca/2023-08-07_memoire_plan-immigration-2024-2027_csn/

6. <https://www.lapresse.ca/actualites/chroniques/2023-11-20/fermer-la-porte-a-l-esclavage.php>

7. <https://www.ecoleensemble.com/>

8. <https://www.cse.gouv.qc.ca/publications/cap-sur-lequite-rebe-2014-2016-50-0494>

9. <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2023-08-26/entrevue-editoriale/l-ecole-a-trois-vitesses-inquiete-la-federation-des-cegeps.php>

SOLIDARITÉ

Notre appui aux luttes se poursuit

Par CAROLINE JOLY

Enseignante en sciences sociales (sociologie), secrétaire et responsable des communications au SPECA

Comme vous le savez, chaque session, le SPECA appuie des luttes de différentes natures au moyen de dons de solidarité aux organismes qui les mènent.

Depuis la publication du dernier *SPECA-Hebdo*, nous avons appuyé la **Fédération autonome de l'enseignement (FAE)**, dont les membres ont été en grève générale illimitée pendant 22 jours afin d'obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, et avons fait des dons de solidarité aux organismes suivants:

- **Centre St-Pierre**, un centre d'éducation populaire qui offre des services de formation, d'accompagnement et d'intervention sociale aux groupes engagés socialement ainsi qu'aux personnes en quête de sens, dans une perspective d'éducation populaire.
<https://www.centrestpierre.org/>
- **Solidarité Argentine-Québec**, dont le but est de rassembler des fonds afin de venir en aide à des groupes ou à des organismes d'assistance communautaire en Argentine.
- **CALACS «Trêves pour elles»**, un organisme à but non lucratif ayant pour mission de lutter contre les agressions à caractère sexuel, d'offrir des services d'aide aux personnes âgées de 14 ans et plus ayant subi des agressions à caractère sexuel et de faire de la sensibilisation sur la problématique des agressions à caractère sexuel.
<https://trevepourelles.org/>
- **FRAPRU (Front d'action populaire en réaménagement urbain)**, un regroupement national qui milite pour le droit au logement, lutte contre la pauvreté et fait la promotion des droits sociaux.
<https://www.frapru.qc.ca/>
- **CISO (Centre international de solidarité ouvrière)**, une organisation de solidarité internationale qui regroupe des organisations syndicales québécoises, des groupes populaires et des membres individuels, et dont l'objectif est de créer des liens de solidarité entre travailleurs et travailleuses d'ici et d'ailleurs.
<https://www.ciso.qc.ca/>
- **AQEIPS (Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire)**, une association créée «par et pour» les personnes étudiantes en situation de handicap au postsecondaire qui milite pour l'égalité des chances en éducation.
<https://aqeips.org/>
- *Ça gronde!*, le slogan du **Collectif 8 mars** pour la Journée internationale des droits des femmes 2024.
<https://www.facebook.com/Collectif8mars>
- **RAFIQ (Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec)**, dont l'objectif est de définir les enjeux et les priorités d'action avec et pour les femmes immigrées et racisées dans une perspective féministe et de défendre leurs droits.
<https://rafiq.ca/>

